

---

d'ENFERT Renaud & KAHN Pierre (dir.). *Le temps des réformes. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la V<sup>e</sup>*

*République*

Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2011, 206 p.

Patricia Legris

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3833>

DOI : 10.4000/rfp.3833

ISSN : 2105-2913

**Éditeur**

ENS Éditions

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 juillet 2012

Pagination : 135-136

ISBN : 978-2-84788-388-6

ISSN : 0556-7807

**Référence électronique**

Patricia Legris, « d'ENFERT Renaud & KAHN Pierre (dir.). *Le temps des réformes. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la V<sup>e</sup> République* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 180 | juillet-août-septembre 2012, mis en ligne le 26 février 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3833> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.3833>

---

© tous droits réservés

éducation ». *Revue française de pédagogie*, n° 112, p. 47-57.

PINTRICH P. (2002). « The role of metacognitive knowledge in learning, teaching, and assessing ». *Theory into Practice*, n° 41-4, p. 220-226.

SCHUNK D. (1994). « Self-regulation of self-efficacy and attributions in academic settings ». In D. Schunk and B. Zimmerman (dir.), *Self-regulation of learning and performance: issues and educational applications*. Hillsdale, NJ : Lawrence Erlbaum.

VIAU R. (2009). *La motivation en contexte scolaire*. Bruxelles : De Boeck.

ZIMMERMAN B. (2000). « Self-efficacy: an essential motive to learn ». *Contemporary Educational Psychology*, n° 25-1, p. 82-91

---

d'ENFERT Renaud & KAHN Pierre (dir.). *Le temps des réformes. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la Ve République*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2011, 206 p.

*Le temps des réformes. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la Ve République* est la suite de l'ouvrage collectif En attendant la réforme (d'Enfert & Kahn, 2010) consacré aux années cinquante, dans lequel les auteurs avaient exposé les raisons de l'absence de réforme disciplinaire sous la Quatrième République. Ce nouveau volume porte sur les années soixante qui sont une décennie de changement notamment au niveau des structures éducatives. Ces réformes globales ont été étudiées par de nombreux travaux historiques qui se sont penchés sur les conséquences du prolongement de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans et sur les transformations touchant à l'organisation des établissements scolaires du premier cycle du second degré. En s'intéressant aux politiques disciplinaires, *Le temps des réformes* complète en cela une lacune historiographique.

Les grandes réformes éducatives de la Cinquième République, pour beaucoup résultats de projets élaborés antérieurement, ne sont donc pas pensées *ex nihilo*. Comme durant les années qui suivent l'immédiat de la Libération, les compétences des élèves et la démocratisation de l'école se situent au cœur des préoccupations des réformateurs. La nouveauté de cette période est la collaboration dans l'élaboration des politiques éducatives des dirigeants politiques avec les hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale et les acteurs économiques. La contribution de Vincent Troger (chapitre 1) présente ces relations ainsi que l'isolement progressif de hauts fonctionnaires comme Louis Cros et Roger Gal qui, en s'alliant avec les acteurs économiques, s'éloignent des réseaux réformateurs d'éducation nouvelle et ne parviennent pas à s'allier aux inspections générales disciplinaires, plutôt hostiles aux

réformes des contenus et des méthodes pédagogiques. Le cas du français à l'école primaire étudié par Marie-France Bishop (chapitre 2) révèle également le caractère conservateur d'une partie de la direction des enseignements élémentaire et complémentaire ainsi que de l'Inspection générale de français.

*Le temps des réformes* montre l'importance des changements structurels dans les premières années de la Cinquième République qui rendent alors nécessaires les transformations des politiques de contenus. Dans l'introduction, Renaud d'Enfert et Pierre Kahn expliquent que les réformes Berthoin de 1959 et Capelle-Fouchet de 1963, en modifiant le public scolaire dans le secondaire, amènent les acteurs éducatifs à s'interroger sur les savoirs transmis à des élèves de niveau moins hétérogène jusqu'à là. La démocratisation de l'enseignement du second degré (chapitre 5) devient dans ces années-là un problème saillant. Les finalités éducatives ainsi que les modalités de transmission des apprentissages dans le premier degré et le premier cycle du second degré sont dès lors questionnées et conduisent les hauts fonctionnaires à revoir la fonction de l'école primaire, permettant de cette façon des expériences pédagogiques qui conduisent ultérieurement aux activités d'éveil. Ces évolutions disciplinaires se font dans un contexte de débats concernant les pratiques pédagogiques et la formation des enseignants comme lors du colloque d'Amiens mais également au sein des syndicats enseignants (chapitre 10). Malgré ce bouillonnement réflexif, le lecteur constate la prégnance d'un modèle éducatif destiné aux « meilleurs » élèves, à ceux qui sont le plus adaptés aux normes pédagogiques en vigueur. Le chapitre de Xavier Sido (chapitre 8) sur les mathématiques enseignées en BEP témoigne de cet aspect.

L'essentiel des contributions porte sur les réformes du français, des mathématiques, de la technologie, des sciences naturelles et de l'éducation physique et sportive. Chacune de ces disciplines scolaires évolue selon sa propre temporalité et à des degrés d'intensité variés. Des chapitres reviennent sur la volonté de l'époque de modifier la hiérarchie entre disciplines. L'exemple le plus révélateur concerne la technologie que de hauts fonctionnaires tentent d'imposer comme nouvelle matière fondamentale mais qu'un grand nombre d'acteurs de terrain perçoivent négativement et enseignent généralement aux élèves les moins « doués ». Certaines transformations disciplinaires amènent également à des recyclages de personnels et de projets pédagogiques comme le montrent Joël Lebeaume (chapitre 4) et Martine Paindorge (chapitre 9). D'autres disciplines, comme l'éducation physique et sportive, gagnent en « respectabilité » (chapitre 7). Pierre Savaton revient quant à lui sur la conquête du second cycle du second degré par les sciences naturelles, qui deviennent une discipline obligatoire

(chapitre 6). Les mathématiques, considérées à ce moment-là comme une matière plus démocratique que le latin, comme l'explique Renaud d'Enfert, jouissent désormais d'une véritable considération. La lecture de l'ouvrage montre aussi que des commissions de réforme sont mises en place pour les disciplines les plus prestigieuses (mathématiques, français), contrairement aux disciplines peu considérées (sciences naturelles, éducation physique et sportive). Un chapitre final synthétisant les raisons d'une telle différence aurait permis au lecteur de mieux comprendre la pluralité des réformes disciplinaires.

Un des principaux intérêts du livre est de questionner le levier de changement que constitue, ou non, l'épisode de Mai 1968. Les auteurs se demandent si cet événement est une rupture et un accélérateur du changement. Les réponses apportées permettent de nuancer les choses et de comprendre que toutes les réformes qui aboutissent à la fin des années soixante ne sont pas dues uniquement à Mai 1968 mais ont germé le plus souvent quelques années auparavant. *Le temps des réformes* présente les acteurs à l'origine des transformations disciplinaires qui peuvent être les commissions (exemple du français), l'inspection générale (le cas des sciences naturelles), de hauts fonctionnaires et des enseignants (l'éducation physique) mais plus rarement les représentants d'enseignants (syndicats et associations de spécialistes) qui semblent constituer davantage des freins à la réforme. Enfin, le rôle joué dans les réformes par l'Institut pédagogique national ou par des figures comme René Haby dans le réseau des réformateurs est abordé. Malheureusement, le personnage de Georges Pompidou, pourtant central dans les réflexions concernant le français et dans le blocage des réformes de l'histoire-géographie, n'apparaît pas suffisamment.

On aurait aimé davantage de justifications concernant le choix des disciplines présentées dans ce volume car, à la lecture des chapitres, on serait tenté de croire que la réforme touche l'ensemble du secondaire. Or, pour certaines disciplines scolaires, comme l'histoire-géographie, la réforme semble impossible. Sans souhaiter une analyse exhaustive, il manque dans le livre une typologie présentant les degrés et les raisons de la réforme disciplinaire (ou de son absence). Pour terminer, il aurait été stimulant de montrer davantage le délitement des « humanités classiques » au profit d'un enseignement moderne fondé sur les mathématiques et les sciences économiques et sociales naissantes. Malgré ces quelques regrets, *Le temps des réformes* permet d'éclairer la force réformatrice des années soixante et constitue en cela un ouvrage-clé pour qui désire mieux comprendre les évolutions éducatives des Trente Glorieuses.

Patricia Legris  
Université Rennes 2, CERHIO (UMR 5862)

## BIBLIOGRAPHIE

d'ENFERT R. & KAHN P. (dir.) (2010). *En attendant la réforme. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la IV<sup>e</sup> République*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, coll. « Enseignement et réforme ».

GLASMAN Dominique. *L'internat scolaire. Travail, cadre, construction de soi*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2012, 260 p.

Dans cet ouvrage, Dominique Glasman, professeur de sociologie à l'université de Chambéry, présente les résultats d'une enquête portant sur un objet « empiriquement marginal » mais qui jouit depuis quelques années d'une grande faveur dans le champ politique comme médiatique : « l'internat scolaire ordinaire ». Par cette expression, l'auteur désigne un internat qui n'est « ni organisé officiellement pour la sanction », « ni imposé par l'institution », « ni même à visée reproductrice très claire<sup>1</sup> ». Le propos de l'ouvrage, et même son fil rouge, est d'analyser « les usages sociaux » de l'internat, c'est-à-dire les rapports socialement différenciés que les parents et les adolescents entretiennent avec ce type de structure éducative et scolaire. Parce qu'elles constituent souvent le public-cible des politiques actuelles de développement de l'internat, l'auteur procède, par moments, à une « tentative de grossissement concernant les usages que les familles populaires font de l'internat ».

Les données qualitatives sur lesquelles le sociologue fonde ses analyses ont été produites dans le cadre d'une enquête de terrain de longue durée (trois ans), conduite dans la région Rhône-Alpes. Le matériau qualitatif mobilisé, particulièrement riche (notamment parce qu'un grand nombre d'étudiants ont contribué à le nourrir), est constitué de plusieurs centaines d'entretiens réalisés auprès de parents et d'adolescents usagers de l'internat mais aussi – ce qui constitue un utile contrepoint – auprès d'une trentaine de parents et d'enfants ayant choisi de ne pas y avoir recours. Ces données ont été complétées par quelques entretiens réalisés auprès de CPE ou de surveillants ainsi que par des observations de la « vie quotidienne » à l'internat. Les données quantitatives exploitées ont été principalement fournies par l'administration de l'Éducation nationale : fichiers scolarité « Élèves », fichiers scolarité « Établissements », panel 1995. L'ouvrage, de 234 pages hors annexes, est constitué de huit chapitres, qui, tout en analysant différents aspects des usages sociaux de l'internat, avancent progressivement vers « le cœur de la vie à l'internat ».

Partant du principe qu'elles contribuent nécessairement à façonner les usages sociaux de l'internat, Dominique